RAPPORT ANNUEL 2015-2016

RÉUNIR LES EXPERTS ÉVALUER LES PREUVES ÉCLAIRER LES DÉCISIONS

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

› › ›

LES ACADÉMIES MEMBRES

RSC
The Royal Society of Canada
The Academies of Arts, Humanities and Sciences of Canada

SRC
La Société royale du Canada
Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada

The Canadian Academy of Engineering
Leadership in Engineering Advice for Canada

L'Académie canadienne du génie
Chef de file en matière d'expertise-conseil en génie pour le Canada

Canadian Academy of Health Sciences
Académie canadienne des sciences de la santé

RAPPORT ANNUEL 2015-2016

RÉUNIR LES **EXPERTS.**
ÉVALUER LES **PREUVES.**
ÉCLAIRER LES **DÉCISIONS.**

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS 1

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 2

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS 3

L'ANNÉE EN REVUE 6

DANS LES MANCHETTES 8

DES CONVERSATIONS SE NOUENT 9

RÉUNIR LES EXPERTS 10

ÉVALUER LES PREUVES 12

ALLANT DE L'AVANT 20

ÉCLAIRER LES DÉCISIONS 23

UNE DEMANDE CROISSANCE POUR DES POLITIQUES FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES 25

ANNEXE I : PROFIL DE L'ORGANISME 26

ANNEXE II : CONSEIL DES GOUVERNEURS, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL 28

ANNEXE III : ÉTATS FINANCIERS 31

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

sciencepourlepublic.ca

@scienceadvice

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Cette dernière année fut enthousiasmante et a marqué un tournant au regard des dix premières années d'existence du Conseil des académies canadiennes. En avril 2015, le CAC a reçu l'heureuse nouvelle que le gouvernement fédéral renouvelait son financement, à hauteur de 15 millions de dollars sur cinq ans. En 2015-2016, nous avons aussi publié cinq nouveaux rapports, sur le bruit des éoliennes et la santé humaine, sur les compétences en STGM et la productivité économique du Canada, sur les sables bitumineux, sur la communication des risques pour les produits de santé ainsi que sur la consommation énergétique et les changements climatiques. De plus, en juillet 2015, le CAC a annoncé son premier rapport d'atelier commandité par une organisation à but non lucratif. Voilà tous des événements forts notables pour le CAC.

Mais l'événement sans doute le plus attendu fut l'arrivée, en février 2016, du nouveau président-directeur général, Eric M. Meslin. M. Meslin nous est arrivé de l'Université de l'Indiana, où il a été directeur fondateur du Centre for Bioethics et doyen associé et professeur en bioéthique de la Faculté de médecine. Érudit de renommée internationale dans le domaine de la bioéthique, M. Meslin a également consacré une partie importante de sa carrière dans les tranchées des politiques scientifiques. Parmi ses nombreuses réalisations impressionnantes, il a dirigé le programme bioéthique du Projet du génome humain ainsi que la Commission consultative nationale en bioéthique du président Bill Clinton (*National Bioethics Advisory Commission*). Le retour de M. Meslin au Canada survient à un moment opportun – une période où la science soulève un nouvel engouement et où il y a une demande accrue pour des prises de décisions éclairées par des données probantes.

En effet, les rapports étayés par des données probantes sont le cœur de notre travail. Ce travail a eu des incidences directes sur des politiques et des décisions se rapportant à des domaines allant de la recherche sur l'Arctique à la gestion des eaux souterraines, en passant par l'innovation dans les entreprises. Je suis fière de ces réussites. Le succès de nos rapports repose, dans une large mesure, sur le soutien que nous apportent les académies membres et leurs membres, dont plusieurs ont fait partie de nos comités d'experts. Notre conseil des gouverneurs et notre comité consultatif scientifique jouent également des rôles essentiels. Ces groupes apportent une contribution indispensable à la bonne gouvernance du CAC par leurs précieux avis, leur supervision et leur réflexion stratégique.

Au cours du dernier exercice financier, le flux des évaluations s'est maintenu, pendant que notre conseil des gouverneurs et notre comité consultatif scientifique connaissaient certains changements. Le conseil des gouverneurs a vu partir quatre de ses membres, qu'il remercie pour leur dévouement et leurs services : Graham Bell, MSRC; John Cairns, MACSS; Richard J. Marceau, FACG; et P. Kim Sturgess, FACG. En mars 2016, il a accueilli deux nouvelles membres : Maryse Lassonde, O.C., O.Q., MSRC, MACSS, et Linda Rabeneck, MACSS. Le comité consultatif scientifique a vu partir Murray Campbell, Clarissa Desjardins et Avrim Lazar et a accueilli Chad Gaffield, MSRC; Eddy Isaacs, FACG; Stuart McLeod, MACSS; et Eliot Phillipson, O.C., MACSS. J'aimerais remercier tous les membres sortants du conseil des gouverneurs et du CSS pour leurs conseils, leur expertise et leur direction. Votre contribution et votre engagement ont aidé à faire du CAC l'organisation respectée qu'elle est devenue. J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue à tous les nouveaux membres du conseil des gouverneurs et du comité consultatif scientifique; je suis persuadée que vos connaissances et vos compétences cumulées ne pourront qu'amplifier nos réussites au cours des prochaines années.

Pour terminer, je m'en voudrais de ne pas reconnaître la contribution importante de Janet Bax, qui a assumé la présidence par intérim du CAC d'octobre 2014 à janvier 2016. Son énergie, ses connaissances et son enthousiasme nous ont aidés à maintenir le cap alors que nous attendions le renouvellement du financement du gouvernement fédéral et que nous publiions plusieurs rapports. Son sens de la direction et son travail acharné ont été grandement appréciés de tous. Sa contribution au CAC fut immense et nous sommes très reconnaissants de son dévouement à notre mission.

Margaret Bloodworth, C.M.
Présidente, Conseil des gouverneurs
Conseil des académies canadiennes

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Réunir les experts. Évaluer les preuves. Éclairer les décisions. Ces trois expressions décrivent notre raison d'être et traduisent l'essence de notre travail. Le Conseil des académies canadiennes réunit les plus grands experts de leurs domaines respectifs pour évaluer les preuves se rapportant à des sujets complexes d'intérêt public. Le résultat est un corpus d'études de grande qualité, qui contribue à éclairer les décisions qui se prennent au Canada et, souvent, ailleurs dans le monde.

Septembre 2016 marquera le 10e anniversaire de la publication de notre premier rapport, *L'État de la science et de la technologie au Canada*. Ce rapport, publié en 2006, avait relevé plusieurs domaines d'excellence au Canada et fourni au gouvernement canadien des données essentielles, que ce dernier avait par la suite incorporées à sa stratégie scientifique et technologique globale. Six ans plus tard, le CAC a été appelé à réaliser une étude de suivi – un témoignage de l'importance de fournir une base de preuves au gouvernement et aux décideurs, une base qui alimente l'innovation, le progrès scientifique et le développement des affaires au Canada.

Nous avons produit plus de 35 rapports sur des sujets aussi divers que les sciences de la mer, la sécurité alimentaire, le maintien de l'ordre et les médicaments pour enfants. Comme vous le remarquerez en lisant ces pages, nous continuons de travailler sur plusieurs projets, y compris sur une nouvelle mise à jour sur l'état de la science et de la technologie au Canada.

Compte tenu de la volonté renouvelée de fonder les politiques au Canada sur la science et sur les données probantes, on peut s'attendre à une demande accrue pour le type de travail que nous savons accomplir au CAC.

Ce travail ne serait pas possible sans les nombreux experts qui offrent bénévolement au CAC leur temps, leur savoir et leur sagesse. Notre processus rigoureux et notre capacité à faire appel aux plus éminents experts sont essentiels pour les décideurs politiques qui sont confrontés aux problèmes les plus pressants de notre époque : les défis énergétiques, les soins de santé, les stratégies d'exploitation des ressources, la cybersécurité et les changements climatiques. En compagnie de nos académies membres — la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé — nous nous tenons prêts à répondre aux besoins en évaluations qu'aura le pays. Il faudra pour cela nous montrer plus innovants par rapport aux types d'évaluations d'experts que nous produisons, imaginer de nouvelles façons, plus créatives, de livrer aux décideurs des informations fondées sur des données probantes et travailler en collaboration avec des partenaires et des organisations partageant avec nous les mêmes vues pour tirer pleinement parti du nouveau vent d'enthousiasme qui souffle au Canada pour la science et les données probantes.

Le moment est important pour la science, pour les politiques, pour la recherche et pour l'innovation. Il s'agit certainement d'un privilège de venir au CAC — et de revenir au Canada — à un moment aussi névralgique de l'histoire de l'organisme. Je suis impatient d'aider le CAC à faire ce que nous faisons le mieux : réunir les experts, évaluer les preuves et éclairer les décisions.

Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS
Président-directeur général
Conseil des académies canadiennes

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS

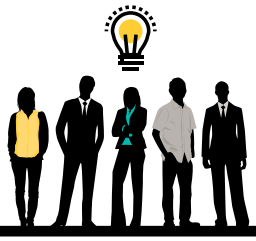
Le Conseil des académies canadiennes est une organisation indépendante, sans but lucratif, qui réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour évaluer les preuves qui existent sur les enjeux scientifiques complexes d'intérêt public, afin d'éclairer les décisions qui se prennent au Canada. Dirigé par un conseil des gouverneurs et guidé par un comité consultatif scientifique, le travail du CAC a pour champ d'action la *science* au sens large, ce qui englobe les sciences naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, ainsi que le génie et les sciences humaines.

Ses évaluations sont réalisées par des comités multidisciplinaires et multisectoriels d'experts canadiens et étrangers qui lui offrent bénévolement leur temps, leur expertise et leur savoir. L'objectif premier des évaluations du CAC est d'évaluer les données les plus probantes disponibles sur des questions particulièrement complexes, dont les aspects scientifiques sont peut-être difficiles à comprendre, contradictoires ou difficiles à colliger. Il faut souvent pour cela savoir déceler les problèmes émergents, les connaissances qui manquent et les recherches qui doivent être effectuées, les atouts du Canada, de même que les tendances et les pratiques qui ont cours dans le reste du monde. Une fois réalisées, les évaluations fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux chercheurs et aux parties prenantes des informations et des éléments de preuve de qualité qui permettent d'élaborer des politiques publiques éclairées et novatrices. Les évaluations peuvent être demandées au CAC (ou « commanditées ») par des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé ou tout ordre de gouvernement.

NOTRE PROCESSUS

› Ceux qui font appel au CAC sont souvent aux prises avec des questions de recherche complexes et multidimensionnelles d'intérêt public.

› Ces questions sont fréquemment associées à de vastes quantités de résultats, de données et d'informations complexes et parfois contradictoires.



› Afin de répondre à ces questions, le CAC réunit les plus éminents experts du Canada et d'ailleurs pour évaluer et synthétiser les éléments de preuve disponibles et rédiger ensuite un rapport résumant les constats effectués.

› Ce travail est mené de façon confidentielle, par le biais une série de rencontres en personne et de téléconférences, sur une période variant de 3 à 24 mois, selon la complexité de la question.

› Le rapport final fait l'objet d'un processus d'examen rigoureux mené par d'autres experts; ce processus garantit la qualité et l'objectivité de l'évaluation.

› Le CAC publie le rapport et s'assure d'une large diffusion.

Le processus d'évaluation du CAC est guidé par un personnel spécialisé et s'effectue par le biais de rencontres en personne, de téléconférences et de nombreuses heures de recherche. Afin de préserver l'indépendance du processus d'évaluation, les commanditaires ne participent pas à la réalisation des évaluations, n'examinent pas les ébauches des rapports et ne peuvent proposer aucune modification aux rapports avant leur publication. Ce processus garantit l'intégrité et l'objectivité les plus totales du travail du CAC. Tous les rapports sont soumis à un processus d'examen par des pairs rigoureux et sont offerts gratuitement au public dans les deux langues officielles.

« Les évaluations fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux chercheurs et aux parties prenantes des informations et des éléments de preuve de qualité qui permettent d'élaborer des politiques publiques éclairées et novatrices. »

LES ACADÉMIES MEMBRES

Les académies membres fondatrices du CAC sont des organismes indépendants qui représentent les plus éminents esprits au Canada. Leurs membres, ou fellows, et leurs cadres supérieurs siègent au conseil des gouverneurs et au comité consultatif scientifique du CAC et constituent une source importante de membres pour les comités d'experts. Au cours des dernières années, le CAC a collaboré directement avec ces académies à la réalisation de projets communs et d'évaluations, et d'autres occasions semblables se présenteront dans le futur. Les académies membres sont :

LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA (SRC)

Fondée en 1882, la Société royale du Canada (SRC) comprend des académies des arts, des lettres et des sciences, ainsi que le tout premier organisme canadien de reconnaissance multidisciplinaire destiné à la nouvelle génération d'intellectuels canadiens, le Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science. La SRC a pour mission de reconnaître l'excellence dans le savoir, la recherche et les arts, de conseiller les gouvernements et les organismes ainsi que de promouvoir une culture du savoir et de l'innovation au Canada et en partenariat avec d'autres académies nationales dans le monde.

L'ACADÉMIE CANADIENNE DU GÉNIE (ACG)

L'Académie canadienne du génie (ACG) est l'organisme national par l'entremise duquel les ingénieurs les plus chevronnés et expérimentés du Canada offrent au pays des conseils stratégiques sur des enjeux d'importance primordiale. Fondée en 1987, l'ACG est un organisme indépendant, autonome et à but non lucratif. Les Fellows de l'ACG sont nommés et élus par leurs pairs en reconnaissance de leurs réalisations exceptionnelles et de leurs longs états de service au sein de la profession d'ingénieur. Au nombre d'environ 600, les Fellows de l'ACG s'engagent à faire en sorte que les connaissances expertes en génie du Canada soient appliquées pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

L'ACADÉMIE CANADIENNE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (ACSS)

L'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS) reconnaît les Canadiens qui ont à leur actif de grandes réalisations dans le domaine des sciences de la santé. Fondée en 2004, l'ACSS aujourd'hui plus de 600 membres et élit de nouveaux membres chaque année. L'organisation est dirigée par un conseil d'administration bénévole et un comité exécutif. L'ACSS réunit des scientifiques et chercheurs de toutes les disciplines liées à la santé et au domaine biomédical des universités et des établissements de soins de santé et de recherche du pays, afin de contribuer à résoudre les problèmes de santé qui pressent les Canadiens. Les membres de l'ACSS évaluent les questions les plus complexes qui se posent en santé au Canada et recommandent des solutions stratégiques et pratiques. Depuis 2006, l'ACSS a réussi à obtenir le parrainage d'un large éventail d'organismes publics et privés représentant des patients et leurs familles, des professionnels, des dirigeants du système de santé, des décideurs politiques ainsi que des fournisseurs de services et de l'industrie privée. Ces derniers ont investi ensemble dans des évaluations rigoureuses et indépendantes qui traitent de questions importantes de santé et dont les résultats ont contribué à façonner leurs politiques et initiatives stratégiques. L'ACSS mobilise les plus éminents esprits scientifiques pour fournir en temps opportun des évaluations indépendantes qui éclairent les politiques et les pratiques visant à résoudre les problèmes critiques de santé qui touchent la population canadienne. Nous aidons à mettre en œuvre les changements qui doivent être apportés pour améliorer la santé des Canadiens.

L'ANNÉE EN REVUE

2015

AVRIL

- Publication des rapports sur le bruit des éoliennes et sur les compétences en STGM
- Nouveau financement de 15 M$ annoncé dans le budget fédéral

MAI

- Publication du rapport sur les technologies d'exploitation des sables bitumineux

JUIN

- Publication du rapport sur la communication des risques pour les produits de santé

JUILLET

- Début du projet d'atelier sur les risques liés au transport maritime commercial

AOÛT

- Début du projet de planification conjointe du symposium sur la prise de décision fondée sur des données probantes préalable à la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes

SEPTEMBRE

- Annonce de l'appel de candidatures pour le stage pour diplômés du CAC

OCTOBRE

- Publication du rapport sur la consommation énergétique et les changements climatiques pour le premier commanditaire du secteur privé du CAC, Magna International

- Atelier d'experts tenu sur les risques liés au transport maritime commercial au Canada

EN 2015-2016

1 ATELIER, 12 RENCONTRES EN PERSONNE avec des experts, **20 TÉLÉCONFÉRENCES** avec des experts

5 RAPPORTS D'EXPERTS publiés

15 M DE DOLLARS REÇUS en financement du gouvernement fédéral

63 000 séances Web
45 200 visiteurs sur le site Web
et
139 000 pages vues

NOVEMBRE

- Début du nouveau projet sur la valeur sociale et économique du transport maritime
- Participation du CAC à la Conférence sur les politiques publiques canadiennes et au symposium sur la prise de décision fondée sur des données probantes

DÉCEMBRE

- Le comité consultatif scientifique du CAC accueille 4 nouveaux membres

2016

JANVIER

- Le conseil des gouverneurs du CAC accueille 2 nouveaux membres

FÉVRIER

- Le CAC accueille son nouveau président-directeur général, Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS

MARS

- La lieutenante-gouverneure de l'Ontario tient une réception pour le conseil des gouverneurs du CAC et des invités de marque
- Le CAC relance son bulletin électronique, *Infos du CAC*, dont la présentation a été renouvelée et améliorée

17 335 TÉLÉCHARGEMENTS
de rapports et documents du CAC

PLUS DE 30
mentions dans les médias

PLUS DE 2 200
abonnés Twitter

Depuis 2006, **880 EXPERTS**
ont offert temps, expertise et savoir au CAC

DANS LES MANCHETTES

PLUS UNE PARTICULE QU'UNE ONDE*
› Le 30 avril 2016
The Economist

LE BRUIT DES ÉOLIENNES ASSOCIÉ À UN SEUL EFFET SUR LA SANTÉ – LE DÉRANGEMENT*
› Le 9 avril 2015
CBC News

ENTREPRISES, GOUVERNEMENTS ET ÉCOLES DOIVENT REFAIRE LEURS DEVOIRS SUR LES COMPÉTENCES EN STGM : RAPPORT*
› Le 30 avril 2015
Globe and Mail

VIRAGE TECHNOLOGIQUE REQUIS POUR DES SABLES BITUMINEUX PLUS VERTS : RAPPORT COMMANDÉ PAR LES CONSERVATEURS*
› Le 27 mai 2015
Globe and Mail

REGARD SUR LES FORCES POLICIÈRES : LE MAINTIEN DE L'ORDRE AU CANADA EN 2015*
› Le 21 août 2015
National Post

NAVIRES EN MER : L'IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU TRANSPORT MARITIME*
› Le 6 janvier 2016
Dal News

QUEL EST L'IMPACT DES ÉOLIENNES SUR LES RIVERAINS ?
› Le 15 avril 2015
Le Monde

LES SCIENTIFIQUES ENTHOUSIASMÉS PAR LA FIN DE LA « DÉCENNIE DE NOIRCEUR »*
› Le 29 novembre 2015
iPolitics

DES TECHNOLOGIES EXISTANTES ET DES POLITIQUES ÉPROUVÉES PERMETTRAIENT AU CANADA DE RÉDUIRE RADICALEMENT SES ÉMISSIONS DE CO_2*
› Le 27 octobre 2015
CBC News

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION : UN FREIN POUR LES CHERCHEURS
› Le 2 décembre 2015
LaPresse.ca

UNE OBNL DE L'ONTARIO DEMANDE AUX GENS DE SAUTER UN REPAS POUR LE NUNAVUT*
› Le 18 février 2016
CBC News

IL EST TEMPS DE GARANTIR LA SÛRETÉ DES MÉDICAMENTS POUR LES ENFANTS AU CANADA*
› Le 5 avril 2015
Globe and Mail

PROMOTION DES STGM : UNE EXPOSITION EN BAS ÂGE CONSTITUE UN TREMPLIN VERS UNE FUTURE CARRIÈRE SCIENTIFIQUE*
› Le 9 septembre 2015
The Tyee

LA FAIM RONGE LE NORD CANADIEN ALORS QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PROMET DE L'AIDE*
› Le 27 octobre 2015
Reuters

LA SÛRETÉ DES MÉDICAMENTS POUR ENFANTS, UNE OCCASION DE RATTRAPAGE POUR LE CANADA*
› Le 15 octobre 2015
Policy Options

CET ÉTÉ, AIDEZ VOS ENFANTS À DÉVELOPPER LEURS COMPÉTENCES EN STGM*
› Le 7 juillet 2015
Huffington Post Canada

LES DIRIGEABLES SONT-ILS LA RÉPONSE AUX PROBLÈMES DES RÉGIONS INTÉRIEURES CANADIENNES?*
› Le 12 janvier 2016
Popular Science

IL NOUS FAUT UN SERVICE DE POLICE ALLÉGÉ, PLUS MODERNE*
› Le 29 janvier 2016
Toronto Star

*Traduction

DES CONVERSATIONS SE NOUENT

@AndreasLaupacis – 22 avril 2016

Les besoins de transport des aînés explosent – un formidable sujet pour un rapport du CAC @scienceadvice*

@Rory_Johnston – 28 mai 2015

Lancement du rapport : « Solutions technologiques pour réduire l'empreinte écologique de l'exploitation des #sablesbitumineux au Canada. »*

@molszyns

@Rory_Johnston @miki_lou En règle générale, lorsque le CAC @scienceadvice parle, j'écoute. @tomrand*

@dk_munro – 12 avril 2016

Voir le rapport du CAC @scienceadvice qui explique pourquoi et comment les entreprises doivent faire l'objet d'analyses sur le plan de l'innovation*

@kyle_minogue – 6 avril 2015

À lire. Culture scientifique : Où se situe le Canada @scienceadvice*

@MKetney – 17 février 2016

J'adore la définition de l'#innovation que donne le CAC (@scienceadvice) : « Nouvelles ou meilleures façons de faire les choses qui importent »*

@DTFinegoods – 9 juin 2015

Le nouveau rapport du CAC @scienceadvice sur la communication des risques semble cadrer parfaitement avec la discussion au #pmsummit2015*

@CaulfieldTim – 9 juin 2015

Rapport : Communication des risques pour les produits de santé : Le message passe-t-il? @scienceadvice @MCNisbet @josh_greenberg*

@KaitFinner – 27 octobre 2015

@Janetbax1 @scienceadvice Je ne cesse de me référer au rapport de 2014 #merci*

@adrienneyyuen – 27 octobre 2015

Super nouveau rapport de @scienceadvice. Conseils pour une transition vers des énergies décarbonées, même pour le Canada et ses hivers*

@CGU_UGC – 4 juin 2015

Selon un nouveau rapport du CAC @scienceadvice il faut utiliser des technologies de pointe pour réduire l'impact des #sablesbitumineux sur l'environnement* http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/high-tech-environmental-push-urged-for-the-oil-sands/article24652509/

@lawaghorn – 11 mai 2016

Je viens d'éplucher le rapport de @scienceadvice sur les #données de #santé au Canada* #HDPalooza http://sciencepourlepublic.ca/fr/assessments/completed/health-data.aspx

@lawaghorn – 11 mai 2016

@scienceadvice Y a-t-il des données sur l'adoption des DME/DES au Canada au cours des 15 dernières années?*

@scienceadvice – 11 mai 2016

@lawaghorn Pour l'utilisation des DME par les méd. de famille (2004-2014) voir la fig. 5 du rapport annuel 2014-2015 de l'Inforoute Santé du Canada *

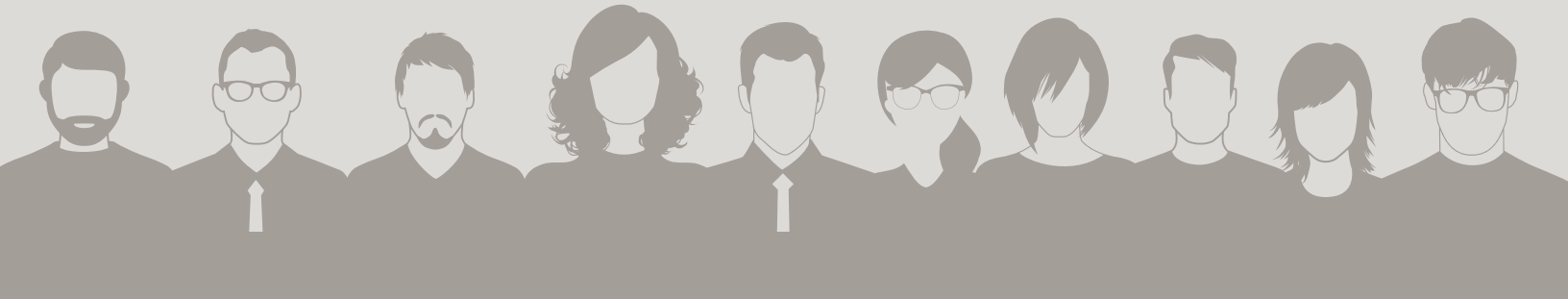
@lawaghorn – 11 mai 2016

@scienceadvice Parfait! C'est exactement ce que je cherchais*

@scienceadvice – 11 mai 2016

@lawaghorn Excellent. Heureux de pouvoir vous aider!*

*Traduction



RÉUNIR LES EXPERTS

Le CAC réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour évaluer les éléments de preuve existants et fournir une évaluation objective et scientifique des grands enjeux politiques qui se posent. Le travail du CAC ne serait pas possible sans la contribution de ces experts, qui mettent bénévolement leur temps, leur énergie et leur savoir au service du conseil des gouverneurs, du comité consultatif scientifique et des comités d'experts du CAC. Au fil des années, le CAC a eu le privilège de travailler avec près de 900 experts, dont certains ont été heureux de faire part de leurs réflexions.

« J'ai eu grand plaisir à coprésider avec Paul Portney le comité d'experts sur la consommation énergétique et les changements climatiques, qui a publié le 27 octobre 2015 le rapport opportun du CAC intitulé *Solutions technologiques et politiques pour un système énergétique à faibles émissions au Canada*. En gardant le cap sur les objectifs de l'étude établis d'un commun accord avec notre commanditaire privé, la société Magna International, et en utilisant les données crédibles à notre disposition, notre dévoué comité interdisciplinaire de huit experts a produit en interaction un rapport final sur lequel tous les membres étaient d'accord. Le personnel très compétent du CAC nous a fait bénéficier de sa précieuse expérience de rédaction et de ses sages conseils, lesquels nous ont permis de publier un rapport d'experts de la plus haute qualité. »

› **Keith Hipel, MSRC, FACG,** coprésident, le comité d'experts sur la consommation énergétique et les changements climatiques; professeur, génie de la conception des systèmes, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

« En tant que membre de l'Académie canadienne des sciences de la santé et de la Société royale du Canada, je cherchais l'occasion de « rendre quelque chose » au Canada et aux Canadiens, qui ont financé mon éducation et mes recherches. Présider le comité d'experts du CAC sur l'efficacité de la communication des risques pour les produits de santé fut une occasion formidable de répondre à un besoin important. Je suis très fière du rapport final et ce fut une expérience extrêmement gratifiante de travailler avec le comité d'experts. J'ai également été impressionnée par le personnel amical, superbement organisé et compétent du CAC. »

› **Annette M. Cormier, MSRC, MACSS,** présidente, comité d'experts sur l'efficacité de la communication des risques pour les produits de santé; professeure distinguée, professeure émérite, École des sciences infirmières, Faculté des sciences de la santé, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

« C'est un plaisir et un honneur pour moi de présider le comité consultatif scientifique du CAC. Au cours de mes années au sein du CCS, j'ai vu le corpus d'évaluations s'enrichir de façon remarquable, chacun des rapports s'appuyant sur les meilleures connaissances disponibles. Le nombre experts illustres qui ont composé chacun de nos comités et qui mettent leur temps et leur expertise au service des politiques fondées sur les faits au Canada, témoigne de l'importance que revêt le CAC au cœur de l'écosystème canadien du savoir. »

› **Susan McDaniel, MSRC,** présidente du comité consultatif scientifique du CAC; directrice de l'Institut Prentice; titulaire de la Chaire de recherche du canada de premier niveau sur la population mondiale et le cours de la vie; titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales; professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.)

Photo: gracieuseté de l'Université de Lethbridge

« En tant que présidente de l'Académie canadienne des sciences de la santé, une des académies membres du CAC, je suis très heureuse de siéger au conseil des gouverneurs du CAC. Le CAC et l'ACSS ont collaboré avec succès à des évaluations par le passé – sur la santé mondiale et les armes à impulsions – et nous sommes enthousiastes à l'idée de planifier une future évaluation sur la démence, qui mettra à profit les atouts à la fois du CAC et de l'Académie. L'ACSS s'engage à coopérer de toutes les manières possibles à fournir aux décideurs politiques des conseils étayés par les meilleures données disponibles. »

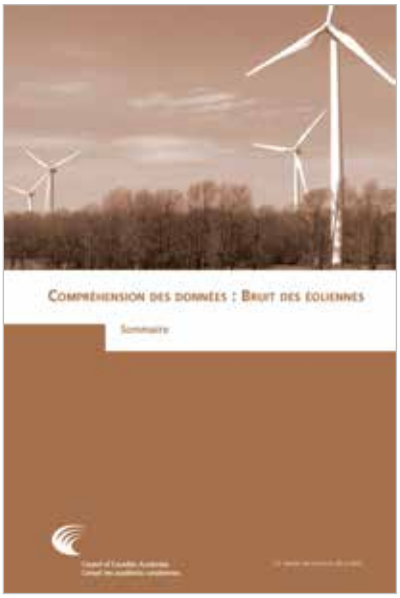
› **Carol P. Herbert, MACSS,** membre du conseil des gouverneurs du CAC; professeure émérite, Médecine familiale, Université Western; présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (London, Ont.)

« Plus tôt cette année, j'ai eu le plaisir de présider l'atelier du CAC sur les risques liés au transport maritime commercial. Le format de l'atelier a permis aux experts de se rencontrer sur une période de deux jours pour échanger des informations, évaluer les résultats de leur sondage et colliger leurs constatations préliminaires. Prendre connaissance des points de vue de différents chercheurs au pays a été extrêmement utile pour le processus et je suis très fier du résultat final. Le travail qu'accomplit le CAC est essentiel à l'élaboration de politiques publiques éclairées au Canada. »

› **James R. Parsons,** président du comité directeur de l'atelier sur les risques liés au transport maritime commercial; directeur des études, Marine Institute de l'Université Memorial (St. John's, T.-N.-L.)

ÉVALUER LES PREUVES

RAPPORTS COMPLÉTÉS EN 2015-2016



Titre :
Compréhension des données : Bruit des éoliennes

Date de publication :
Avril 2015

Commanditaire :
Santé Canada

LES ÉOLIENNES

Question : Avons-nous des preuves reliant l'exposition au bruit des éoliennes à des effets néfastes sur la santé?

Pourquoi c'est important : Le secteur de l'énergie éolienne a connu une expansion rapide depuis les années 1990, et le Canada est aujourd'hui le cinquième plus grand marché mondial pour ce qui est de l'installation des éoliennes. Cependant, cette nouvelle source de son ambiant a suscité des préoccupations parmi le public quant à ses effets potentiels sur la santé des résidents établis à proximité.

Constatations : Le comité a réalisé un examen exhaustif de 32 effets néfastes possibles du bruit des éoliennes sur la santé. Le comité a fait les constatations suivantes :

- La preuve est *suffisante* pour établir une relation causale entre l'exposition au bruit des éoliennes et un dérangement.
- Il y a des données *limitées* pour établir une relation causale entre l'exposition au bruit des éoliennes et la perturbation du sommeil.
- Les données semblent indiquer qu'il n'y a pas de lien de causalité entre l'exposition au bruit des éoliennes et la perte auditive.
- Pour tous les autres effets sur la santé examinés (fatigue, acouphène, vertige, nausée, étourdissement, maladies cardiovasculaires, diabète, etc.), la preuve est insuffisante pour parvenir à une conclusion sur la présence ou l'absence d'un lien de causalité avec l'exposition au bruit des éoliennes.
- Les études d'impact et l'engagement communautaire fournissent aux collectivités de plus grandes connaissances et un meilleur contrôle sur les projets d'énergie éolienne et permettent de limiter le dérangement.
- À court terme, le développement technologique ne résoudra probablement pas les enjeux actuels liés aux effets néfastes perçus sur la santé du bruit des éoliennes.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LES ÉOLIENNES, LE BRUIT ET LA SANTÉ HUMAINE

Tee L. Guidotti (président), titulaire de la Chaire de chercheur invité de Fulbright, Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Hugh W. Davies,** professeur agrégé, santé du travail et de l'environnement, École de santé des populations et de santé publique, Université de la ColombieBritannique (Vancouver, C.-B.); **Yves Gagnon,** professeur, génie, Université de Moncton (Edmundston, N.-B.); professeur auxiliaire, génie mécanique, École de technologie supérieure (Montréal, Qc); **Christian Giguère,** professeur, Audiologie et pathologie de la parole, École des sciences de la réadaptation, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Sheryl Grace,** professeure agrégée, Département de génie aérospatial et mécanique, Université de Boston (Boston, MA); **Robert Harrison,** vice-président de recherche et professeur, Département d'otorhinolaryngologie, chirurgie de la tête et du cou; professeur, Département de physiologie, Institut des biomatériaux et de génie biomédical, Université de Toronto; scientifique principal, Programme de neurosciences et de santé mentale, Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.); **Brian Howe,** président, HGC Engineering (Toronto, Ont.); **David A. Johnson,** professeur, Département de génie mécanique et mécatronique, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.); **Kerstin Persson Waye,** professeure, Médecine du travail et de l'environnement, Université de Göteborg, (Göteborg, Suède); **Jennifer D. Roberts,** professeure adjointe, Sciences de la santé du travail et de l'environnement, École de médecine F. Edward Hébert, Département de médecine préventive et de biométrie (Division des sciences de la santé du travail et de l'environnement), Uniformed Services University of the Health Sciences (Bethesda, MD)

Titre :
Assemblage requis : Compétences en STGM et productivité économique du Canada

Date de publication :
Avril 2015

Commanditaire :
Emploi et Développement social Canada

LES COMPÉTENCES EN STGM

Question : Dans quelle mesure le Canada sera-t-il prêt à satisfaire aux exigences futures dans les domaines des sciences, des technologies, du génie et des mathématiques (STGM)?

Pourquoi c'est important : Le Canada dispose d'une des mains-d'œuvre les plus qualifiées au monde. C'est d'ailleurs en grande partie grâce aux compétences et aux aptitudes de sa population que notre pays jouit d'un des niveaux de vie les plus élevés sur la planète. Maintenir et développer la force du Canada en la matière est crucial pour notre future prospérité. La main-d'œuvre canadienne doit posséder un ensemble approprié de compétences pour tirer le meilleur parti des possibilités, des défis et des innovations qui se présenteront à elle et pour s'adapter au rapide progrès technologique, aux problèmes sociaux et sanitaires complexes et à l'évolution des marchés mondiaux.

Constatations : Le comité a déterminé qu'une exposition et une formation aux compétences en STGM dès la jeune enfance sont essentielles pour renforcer la capacité d'innovation et la prospérité du Canada. De plus, ces compétences prépareront la nouvelle génération à assumer divers rôles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du champ des STGM. Le comité a fait les constatations suivantes :

- Ce sont les résultats économiques à long terme qui importent. Se concentrer sur le développement de compétences en STGM extrêmement spécialisées pour répondre aux besoins à court terme du marché du travail pourrait avoir peu d'effet sur les exigences en compétences à long terme.
- Développer une main-d'œuvre flexible nécessite une action collective et coordonnée qui facilite l'éducation, la formation et la mobilité.
- Pour que le Canada puisse bâtir sa capacité et maximiser son potentiel d'innovation, les données probantes suggèrent d'intervenir tôt dans l'enfance afin de renforcer les compétences fondamentales.
- Le soutien aux populations sous-représentées dans les champs de STGM est important pour élargir l'apport en STGM au Canada.
- Les compétences en STGM sont des compétences mondiales. L'émigration est plus que compensée par l'immigration. Globalement, il ne semble pas que le nombre d'individus qualifiés au Canada soit en baisse.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LES BESOINS FUTURS EN COMPÉTENCES EN STGM

David Dodge, O.C., MSRC, président, conseiller supérieur, Bennett Jones LLP (Ottawa, Ont.); **Carl G. Amrhein,** vice-recteur principal et vice-recteur à l'enseignement, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Paul Beaudry, MSRC,** professeur de sciences économiques et titulaire de la chaire de recherche du Canada en macroéconomie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Bernard N. Cormier,** vice-président, Ressources humaines, CAE (Montréal, Qc); **Rosa M. Fernández,** directrice de la recherche, National Centre for Universities and Business (Londres, Royaume-Uni); **Robert Gordon, O.Ont.,** président du Conseil des gouverneurs, Université Bishop's (Lennoxville, Qc); **David Green,** professeur, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Susan Holt,** présidente-directrice générale, Conseil d'entreprises du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.); **Peter Taylor,** professeur, Université Queen's (Kingston, Ont.); **Ilse Treurnicht,** présidente-directrice générale, MaRS Discovery District (Toronto, Ont.); **Kimberly A. Woodhouse, FACG,** doyenne de la Faculté de génie et de sciences appliquées, Université Queen's (Kingston, Ont.)

Titre :
Solutions technologiques pour réduire l'empreinte écologique de l'exploitation des sables bitumineux au Canada

Date de publication :
Mai 2015

Commanditaire :
Ressources naturelles Canada

LES SABLES BITUMINEUX

Question : Comment pourrait-on utiliser les technologies nouvelles et existantes pour diminuer les incidences environnementales de l'exploitation des sables bitumineux sur l'air, l'eau et le sol?

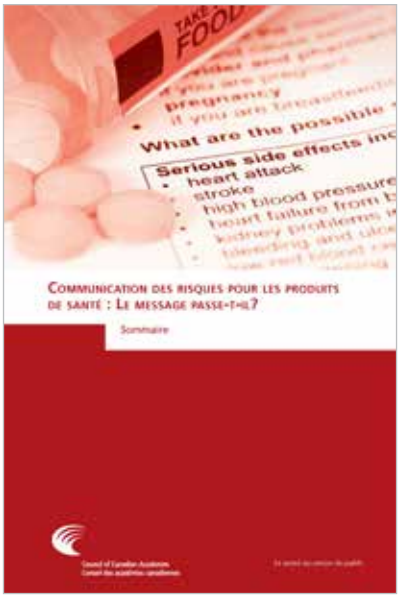
Pourquoi c'est important : Les sables bitumineux sont un important moteur économique au Canada et ils fournissent une part croissante de l'approvisionnement pétrolier mondial. Selon les estimations, ils renferment environ 169 milliards de barils de bitume et couvrent une superficie plus grande que les trois provinces maritimes réunies. Il est largement reconnu qu'ils ont une empreinte écologique importante — laquelle devrait augmenter encore dans les décennies à venir. Réduire leur impact sur l'environnement est une entreprise de longue haleine et la technologie jouera un rôle clé dans la voie à suivre.

Constatations : Il serait possible d'accélérer le rythme de développement de la technologie, ouvrant la voie à une réduction absolue à long terme de l'empreinte écologique globale de l'exploitation des sables bitumineux. Cela nécessiterait un solide leadership, des investissements continus et la prise de risques par toutes les parties. Le comité a fait les constatations suivantes :

- Aucune technologie n'offre de « solution miracle » pour réduire sensiblement le volume de résidus et en accroître la consolidation à des fins de remise en état. Toutefois, l'utilisation combinée d'une gamme de technologies pourrait fournir des possibilités de remise en état à brève échéance.
- Les possibilités de réduction des émissions de GES se situent principalement du côté des opérations *in situ*, qui sont une importante source d'émissions.
- Les obstacles à l'adoption accélérée des technologies les plus prometteuses sont liés aux ressources utilisées, aux décisions des entreprises et aux politiques gouvernementales.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LA CAPACITÉ DES TECHNOLOGIES NOUVELLES ET ÉMERGENTES DE RÉDUIRE LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'EXPLOITATION DES SABLES BITUMINEUX

Eric Newell, O.C., FACG, A.O.E.,co-président, ancien président-directeur général de Syncrude Canada Ltd. et chancelier émérite et conseiller spécial auprès du doyen, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Scott Vaughan, co-président,** président et chef de la direction, Institut international du développement durable (Ottawa, Ont.); **Michel Aubertin, FACG,** professeur, Département des génies civil, géologique et des mines, et directeur scientifique, Institut de recherche en mines et environnement, École Polytechnique de Montréal (Montréal, Qc); **Joule Bergerson,** professeure adjointe, Département de génie chimique et pétrolier, Schulich School of Engineering, Université de Calgary (Calgary, Alb.); **Ian D. Gates,** professeur et chef de département, Département de génie chimique et pétrolier, Université de Calgary (Calgary, Alb.); **Murray R. Gray, FACG,** vice-président, Recherche, Université de Hamad Bin Khalifa (Doha, Qatar); ancien directeur scientifique, Institute for Oil Sands Innovation, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Jacob Masliyah, O.C., MSRC, FACG,** professeur distingué émérite, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Gord McKenna,** ingénieur géotechnique principal, BGC Engineering Inc. (Vancouver, C.-B.); professeur auxiliaire, Département des ressources renouvelables, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Jay Nagendran,** président-directeur général, Alberta Environmental Monitoring, Evaluation and Reporting Agency (AEMERA) (Edmonton, Alb.); **Paul Painter,** président et cofondateur, IL Fuels LLC; professeur émérite, Polymer Science and Engineering, Université de l'État de la Pennsylvanie (University Park, PA); **Janet Peace,** vice-présidente, Marchés et stratégie commerciale, Center for Climate and Energy Solutions (Arlington, VA); **Kevin Percy,** directeur administratif, Wood Buffalo Environmental Association (WBEA) (Fort McMurray, Alb.); Le CAC aimerait également souligner la contribution de **Marlo Raynolds,** vice-président, Développement des marchés, BluEarth Renewables Inc. (Calgary, Alb.), à cette évaluation.



Titre :
Communication des risques pour les produits de santé : Le message passe-t-il?

Date de publication :
Juin 2015

Commanditaire :
Santé Canada

LA COMMUNICATION DES RISQUES POUR LES PRODUITS DE SANTÉ

Question : Comment peut-on mesurer et évaluer l'efficacité de la communication des risques pour la santé?

Pourquoi c'est important : La communication des risques est un aspect important de l'amélioration de la santé et de la sécurité des Canadiens. Une communication efficace des risques peut protéger les Canadiens contre des risques évitables tels que les effets secondaires des médicaments, les erreurs, les défectuosités des produits et les incertitudes liées à certains médicaments particuliers. Les pressions qui s'exercent sur les gouvernements pour une ouverture et une transparence accrues dans leurs efforts de communication s'intensifient.

Constatations : Le rapport du comité d'experts fait le point sur les pratiques de communication des risques et les outils efficaces de communication des risques utilisés par les organismes de réglementation au Canada et ailleurs dans le monde. Il présente aussi un survol des méthodes d'évaluation de ces outils et offre des conseils pratiques aux responsables de la réglementation et aux professionnels pour élaborer des évaluations significatives. Le comité a fait les constatations suivantes :

- La reconnaissance de l'importance d'un dialogue et de rapports soutenus suscite un changement de paradigme pour la communication des risques.
- Les responsables de la réglementation à travers le monde utilisent des outils similaires de communication des risques liés aux produits de santé qui ne sont pas systématiquement évalués.
- L'évaluation fait partie intégrante de la communication des risques et peut être appuyée par un engagement institutionnel et des ressources suffisantes.
- Une planification minutieuse permet de préciser les questions d'évaluation pertinentes afin de guider les méthodes d'évaluation.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR L'EFFICACITÉ DE LA COMMUNICATION DES RISQUES POUR LES PRODUITS DE SANTÉ

Annette M. Cormier O'Connor, MSRC, MACSS, présidente, professeure distinguée, professeure émérite, École des sciences infirmières, Faculté des sciences de la santé, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Wändi Bruine de Bruin,** titulaire de la Chaire de chef de file universitaire de prise de décision comportementale et co-directrice du Centre for Decision Research, Université de Leeds (Leeds, Royaume-Uni); professeure collaboratrice, Génie et politique publique, Université Carnegie Mellon (Pittsburgh, PA); **Alan Cassels,** chercheur affilié, Université de Victoria (Victoria, C.-B.); **S. Michelle Driedger,** professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada de niveau II sur la communication des risques environnementaux et des risques pour la santé, Services de santé communautaire, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.); **Josh Greenberg,** professeur agrégé de communication et directeur, École de journalisme et de communication, Université Carleton (Ottawa, Ont.); **Paul R. Gully,** consultant en santé publique et professeur adjoint, École de santé publique et de santé des populations, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Gary Kreps,** professeur universitaire distingué et directeur, Center for Health and Risk Communication, Université George Mason (Fairfax, VA); **Louise Lemyre, MSRC,** professeure et titulaire de la Chaire de recherche McLaughlin sur les aspects psychosociaux du risque et de la santé, École de psychologie, Faculté des sciences sociales, Institut de recherche sur la santé des populations, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Ragnar E. Löfstedt,** professeur de gestion des risques, King's College de Londres (Londres, Royaume-Uni); **D. Warner North,** scientifique principal, NorthWorks Inc. (San Francisco, CA); **Barbara Riley,** directrice générale, Centre pour l'avancement de la santé des populations Propel, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

Titre :
Solutions technologiques et politiques pour un système énergétique à faibles émissions au Canada

Date de publication :
Octobre 2015

Commanditaire :
Magna International Inc.

LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Question : Quelles considérations par rapport aux diverses sources et technologies énergétiques ainsi qu'aux politiques publiques doivent guider la transition du Canada vers un système énergétique à faibles émissions?

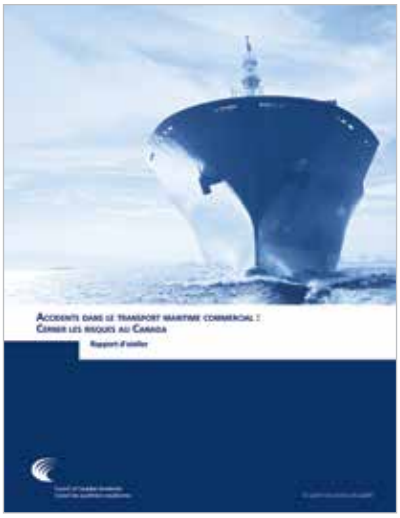
Pourquoi c'est important : Les données probantes sont claires : l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre conséquence de l'activité humaine provoquent une modification généralisée du climat terrestre et des efforts rapides et importants seront nécessaires pour réduire ces émissions dans les décennies à venir. Quelle que soit la solution adoptée pour relever ce défi, elle exigera une transformation majeure de notre façon de produire et d'utiliser l'énergie.

Constatations : Globalement, le comité d'experts a relevé que les technologies permettant de passer à un système énergétique à faibles émissions et les politiques promouvant leur utilisation existent déjà, sont maîtrisées et s'améliorent constamment. Le comité a fait les constatations suivantes :

- Le Canada pourrait considérablement réduire ses émissions en adoptant les technologies offertes sur le marché.
- La réduction massive des émissions nécessitera le passage à des sources à faibles émissions et, éventuellement, au captage et stockage du carbone pour accompagner l'usage des combustibles fossiles.
- La transition vers un système énergétique à faibles émissions est réalisable si elle est accompagnée d'une combinaison adéquate de politiques strictes de politiques souples.
- D'autres améliorations sur le plan de l'efficacité énergétique pourraient procurer des gains rapides et jeter les bases de changements futurs. Tout cela peut être accompli en tirant parti des technologies existantes dans les secteurs de l'électricité, de l'industrie, du bâtiment et du transport.
- L'électricité à faibles émissions et une combinaison adéquate de politiques seront essentielles pour largement réduire les émissions.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Keith W. Hipel, MSRC, FACG, coprésident, professeur, génie de la conception des systèmes, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.); **Paul R. Portney, coprésident,** ancien professeur d'économie, Université de l'Arizona; ancien président, Resources for the Future (Santa Barbara, CA); **F. Michael Cleland,** consultant privé (Ottawa, Ont.); **Debra J. Davidson,** professeure de sociologie de l'environnement, Département d'économie des ressources et de sociologie environnementale, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Eddy Isaacs, FACG,** chef de la direction, Alberta Innovates – Energy and Environment Solutions (Calgary, Alb.); **Mark Jaccard, MSRC,** professeur, École de gestion des ressources et de l'environnement, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.); **Vicky Sharpe,** membre du conseil d'administration et agrégée supérieure, Institut international du développement durable (IIDD) (Toronto, Ont.); **Sara Jane Snook, FACG,** ingénieure-conseil indépendante (Halifax, N.-É.)



Titre :
Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada (Rapport d'atelier)

Date de publication :
Avril 2016

Commanditaire :
Clear Seas – Centre de transport maritime responsable

LES RISQUES LIÉS AU TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL

Question : Quels risques sociaux, environnementaux et économiques se posent aux étapes importantes du transport maritime des biens dans les eaux canadiennes? Ces risques sont-ils communément reconnus? Dans quelle mesure sont-ils mesurables?

Pourquoi c'est important : L'industrie du transport maritime joue un rôle important pour les moyens de subsistance des Canadiens, mais elle fait aussi l'objet d'une surveillance accrue depuis quelques années, notamment en raison des risques liés à l'ouverture de l'Arctique à davantage de circulation maritime, à la hausse des expéditions maritimes de pétrole venant des sables bitumineux canadiens et à l'augmentation de la taille des navires, surtout des porte-conteneurs.

Constatations : Les données probantes montrent qu'en général, la sécurité dans les eaux canadiennes s'est améliorée ces dix dernières années et que le nombre d'accidents de transport maritime commercial a diminué. Le comité a fait les constatations suivantes :

- Le transport maritime commercial a profité de l'amélioration de la technologie de contrôle du trafic, de l'amélioration de la conception des navires et du renforcement du régime réglementaire.
- Des accidents continuent à se produire, mais ils n'ont généralement pas d'importantes répercussions.
- La probabilité d'un accident et la gravité de ses répercussions varient considérablement d'une région canadienne à l'autre. Cet état de fait est attribuable à la diversité des types de cargaisons transportées, des caractéristiques des voies navigables, des politiques de prévention des risques, comme les moratoires ou les zones de pilotage ainsi qu'à plusieurs autres facteurs.

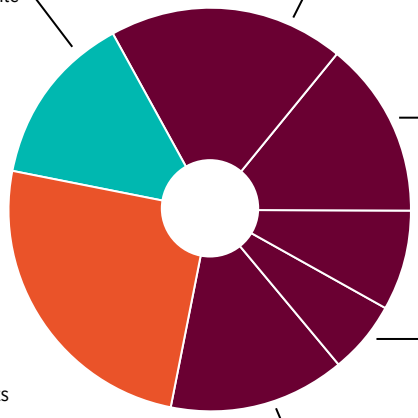
LES PARTICIPANTS À L'ATELIER

James R. Parsons, président, directeur des études, Marine Institute de l'Université Memorial (St. John's, T.-N.-L); **Mary R. Brooks (comité directeur),** professeure émérite, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.); **Michael C. Ircha (comité directeur),** conseiller en chef, Association des administrations portuaires canadiennes; professeur auxiliaire de recherche, Université Carleton (Ottawa, Ont.); professeur émérite et vice-recteur associé (études), Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.); **Francis Wiese (comité directeur),** chef scientifique maritime national, Stantec Consulting (Anchorage, AK); **Sean Broadbent,** boursier postdoctoral et directeur de recherche, Groupe de planification de la gestion environnementale, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.); **Rosaline Canessa,** doyenne associée, Faculté des sciences sociales, et professeure agrégée, Département de géographie, Université de Victoria (Victoria, C.-B.); **Jackie Dawson,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée au Département de géographie de l'Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Hadi Dowlatabadi,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mathématiques appliquées et sur le changement planétaire, Institute for Resources Environment and Sustainability, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Gordon Houston,** propriétaire, Gordon Houston & Associates (Vancouver, C.-B.); **Raymond W. Johnston,** conseiller spécial, Chambre de commerce maritime (Ottawa, Ont.); président, Corporation de gestion Alliance verte (Québec, Qc); **Timothy Keane,** directeur général, Opérations et projets dans l'Arctique, Fednav Limited (Montréal, Qc); **Serge A. Le Guellec,** président-directeur général, Transport Desgagnés inc. (Québec, Qc); **Jérôme Marty,** conseiller scientifique, Pêches et Océans Canada (Ottawa, Ont.); **Barbara Neis, MSRC,** professeure-chercheure universitaire, Département de sociologie, Université Memorial; associée de recherche principale, SafetyNet Centre for Occupational Health and Safety Research (St. John's, T.-N.-L.); **Paul O'Reilly,** vice-président principal, Marsh Canada Limited (Toronto, Ont.); **Ronald Pelot,** professeur, Département de génie industriel, et vice-doyen, programme d'éducation coopérative en génie, Université Dalhousie; codirecteur scientifique, MEOPAR/ RCE (Halifax, N.-É.); **Robert Powell,** spécialiste en chef, Conservation prioritaire, WWF Canada (Vancouver, C.-B.); **Victor M. Santos-Pedro,** ancien directeur, Sécurité maritime, Transports Canada (Ottawa, Ont.); **Claudio Verconich,** vice-président – Projets mondiaux spéciaux et sélection des risques, secteur maritime, Liberty International Underwriters, Liberty Mutual Group (Toronto, Ont.)

Le CAC définit la *science* comme toute discipline fondée sur des données probantes, notamment les sciences naturelles, les sciences sociales et les sciences de la santé, mais aussi le génie et les sciences humaines. Depuis 2006, le CAC a réalisé plus de 35 évaluations sur un large éventail de sujets, à la demande d'une gamme diversifiée de commanditaires.

DIVERSITÉ DES COMMANDITAIRES

(Pourcentage de rapports commandités)



14 %
COMMANDITAIRES EXTERNES
- Académie canadienne des sciences de la santé
- Consortium canadien des universités de la recherche océanographique
- Clear Seas
- Magna International Inc.
- Ministère de la Recherche et de l'Innovation de l'Ontario

25 %
ORGANISMES, MUSÉES ET CONSEILS FÉDÉRAUX
- Société des musées de sciences et technologies du Canada
- Agence canadienne d'inspection des aliments
- Instituts de recherche en santé du Canada
- Musée canadien de la nature
- Recherche et développement pour la défense Canada
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire
- Agence de la santé publique du Canada
- Conseil de recherches en sciences humaines

MINISTÈRES FÉDÉRAUX

19 %
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

14 %
Santé Canada

8 %
Ressources naturelles Canada

6 %
Environnement et Changement climatique Canada

14 %
AUTRES MINISTÈRES FÉDÉRAUX
- Agriculture et Agroalimentaire Canada
- Emploi et Développement social Canada
- Affaires autochtones et du Nord Canada
- Bibliothèque et Archives Canada
- Sécurité publique Canada

ÉVENTAIL DES SUJETS TRAITÉS

(Rapports de 2006 à 2016)

10
Environnement, changement climatique et énergie

6
Santé

6
Innovation, affaires et économie

5
Risques et réglementation

6
Politiques scientifiques

3
Évolution et adaptation sociales et institutionnelles

ALLANT DE L'AVANT

À la fin de l'exercice financier 2015-2016, plusieurs projets entrepris à la demande de divers commanditaires étaient toujours en cours.

LA VALEUR SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DU TRANSPORT MARITIME ET COMMERCIAL AU CANADA

(publication prévue : janvier 2017)

En novembre 2015, le CAC a entrepris une deuxième évaluation pour Clear Seas, sur la valeur sociale et économique du transport maritime commercial au Canada. Cette évaluation constitue un complément au rapport d'atelier, *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada*. Mary R. Brooks, professeure émérite à l'Université Dalhousie, préside le comité d'experts sur la valeur sociale et économique du transport maritime au Canada.

Question : *Quelle valeur sociale et économique le transport maritime commercial a-t-il pour le Canada et ses régions***? Comment les tendances mondiales en matière de transport maritime influenceront-elles les futures activités de transport maritime au Canada?*

Commanditaire : Clear Seas – Centre de transport maritime responsable

* Les régions sont : le Canada atlantique, le centre du Canada (le Québec et l'Ontario), le Nord canadien (comprend l'Arctique et les trois territoires), les Prairies et l'Ouest canadien (la Colombie-Britannique et l'Alberta).

Photo : joseph sltan matt/Shutterstock.com

ADAPTER LE TRANSPORT AUX BESOINS D'UNE POPULATION VIEILLISSANTE

(publication prévue : fin 2017)

La génération vieillissante des baby-boomers au Canada est en train de transformer le profil démographique du pays, conformément à la tendance mondiale. D'ici 2036, on prévoit que le nombre de Canadiens de 65 ans et plus s'élèvera à 9,8 millions. Cette évolution démographique aura une incidence sur le système de transport national et comportera pour les décideurs tout un éventail de défis et de possibilités. Ce changement constitue un incitatif important à explorer les stratégies novatrices qui pourraient contribuer à promouvoir et à favoriser le recours par les aînés au système de transport, tout en le rendant plus accessible à tous les Canadiens. Guidé par son comité consultatif scientifique, le CAC procède actuellement à la mise sur pied d'un comité d'experts multidisciplinaire et multisectoriel.

Question : *Comment la technologie et l'innovation pourraient-elles aider le système de transport canadien (sous l'autorité législative du Parlement) à s'adapter aux besoins d'une population vieillissante?*

Commanditaire : Transports Canada

L'ÉTAT DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE ET L'ÉTAT DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE AU CANADA

(à paraître en deux volets à la fin de 2016 et à la fin de 2017)

Cette évaluation sera la troisième édition de la série d'évaluations sur l'état S-T et de la R-D industrielle. Il est essentiel de comprendre l'environnement de la S-T et de la R-D industrielle pour être en mesure de soutenir l'innovation, la science et le développement économique au Canada. Les rapports du CAC sur l'état de la S-T et de la R-Di offrent des renseignements et des analyses précieux qui documentent les forces et les faiblesses du Canada dans ces domaines. Les nouvelles données permettront de définir les tendances qui ont émergé dans le milieu de la S-T et de la R-Di ces quatre à cinq dernières années. Guidé par son comité consultatif scientifique, le CAC procède actuellement à la mise sur pied d'un comité d'experts multidisciplinaire et multisectoriel.

Question : *Quel est l'état actuel de la science et de la technologie et de la recherche et développement industriel au Canada?*

Commanditaire : Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE)

ÉCLAIRER LES DÉCISIONS

Avec plus de 35 rapports à son actif, le CAC éclaire et inspire depuis 2006 les décideurs du pays. Son rapport inaugural, *L' État de la science et de la technologie au Canada*, a servi de base à l'établissement des quatre domaines prioritaires de la stratégie du gouvernement en matière de S-T, *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*. Depuis, les effets tangibles des rapports du CAC ont continué de s'accumuler. Bien que ces effets n'apparaissent pas toujours immédiatement, il est manifeste que les rapports du CAC laissent une forte impression sur les gouvernements, l'industrie et le milieu universitaire, pour ne nommer que ceux-là.

« Le rapport du CAC Les sciences de la mer au Canada est une ressource précieuse pour l'Ocean Tracking Network et nous le consultons souvent. Il s'est révélé très utile de par les constats qu'il fait sur l'état de la recherche océanographique canadienne et sur les besoins prioritaires des Canadiens dans ce domaine de recherche. Lorsque le rapport du CAC fut initialement publié, nous avons tenu un atelier avec nos collègues pour en discuter spécifiquement. Il a depuis été incorporé à notre plan stratégique, notre plan scientifique et les rapports qui ont été présentés au conseil de l'université et à son comité de gestion. Il a également mis en contexte et démontré la pertinence et l'urgence de plusieurs projets de recherche auxquels nous avons participé [traduction]. »

› **Kathryn (Kes) Morton,** Ph. D., SGP, gestionnaire principale de projets, Département de biologie de l'Ocean Tracking Network, Université Dalhousie, concernant *Les sciences de la mer au Canada : Relever le défi, saisir l'opportunité* (2013)

« Le rapport de 2013 du CAC sur les incidences de l'innovation constitue un énoncé qui fait désormais autorité sur les pratiques exemplaires utilisées dans le monde pour évaluer les investissements gouvernementaux en innovation. À ce titre, il a préparé le terrain pour le Rapport de 2014 du comité d'experts chargé d'examiner les programmes ontariens de soutien aux entreprises, permettant au comité d'experts de l'Ontario d'axer son rapport plus particulièrement sur la conception et l'évaluation des interventions gouvernementales ontariennes [traduction]. »

› **Margaret Dalziel,** présidente du comité d'experts chargé d'examiner les programmes ontariens de soutien aux entreprises, à propos du rapport *Incidences de l'innovation : mesure et évaluation* (2013)

« Les éléments infographiques et le cadre de travail du rapport d'atelier sur le transport maritime ont été affichés dans nos salles de formation et distribués aux participants d'un récent atelier que nous avons tenu sur les interventions en cas de déversement pétrolier. Ils ont suscité un intérêt considérable. Le rapport lui-même est bien rédigé et pertinent pour notre industrie. Nous espérons que ce rapport conduira à des améliorations à la collecte de données sur le transport et les accidents pétroliers, dont les lacunes sont relevées dans les constats [traduction]. »

› **Mark Brown,** directeur, région des Grands Lacs, SIMEC ~ ECRC, Société d'intervention maritime, Est du Canada, concernant *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada* (2016)

« En 2012, après que le rapport [du CAC sur les femmes menant une carrière de recherche universitaire] commandé par le gouvernement canadien a démontré de manière concluante que les femmes luttaient encore pour l'équité dans les universités canadiennes, nous avons entrepris de déterminer les mesures que nous devions prendre à l'Université McMaster pour pallier ce problème. [...] Notre université tenait à promouvoir une communauté inclusive et à garantir l'équité dans la rémunération et le traitement du personnel et, une fois les éléments de preuve à sa disposition, sa décision n'a pas tardé : il fallait combler l'écart injuste qui existait entre les salaires des hommes et ceux des femmes membres du corps professoral [traduction]. »

› **David S. Wilkinson,** doyen et vice-recteur à l'enseignement, Université McMaster, à propos du rapport *Renforcer la capacité de recherche du Canada : La dimension de genre* (2012) et de la décision de l'Université McMaster de hausser de 3 500 dollars le salaire annuel de ses professeures (Times Higher Education, 14 mai 2015)

« Le rapport du Conseil des académies canadiennes [sur la sécurité alimentaire des populations autochtones] ainsi que d'autres rapports pertinents, ont éclairé l'élaboration des politiques au sein du jeune et florissant programme Nutrition Nord Canada. Comme le relève le rapport, l'insécurité alimentaire est une question complexe et multidimensionnelle qui ne sera pas résolue par un seul programme. Affaires autochtones et du Nord Canada s'engage à travailler avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et régionaux, y compris les organisations autochtones, en vue de résoudre le problème de la sécurité alimentaire dans le Nord [traduction]. »

› **Stephan Van Dine,** sous-ministre adjoint, Affaires autochtones et du Nord Canada, concernant *La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada : Évaluation de l'état des connaissances* (2014)

« Actua a tiré considérablement profit du rapport du CAC [sur les compétences en STGM]. Fondamentalement, le rapport démontre clairement ce qu'Actua et son réseau de 33 membres universitaires et collégiaux ont observé au cours de leurs 20 ans d'existence : que d'exposer souvent et en bas âge les jeunes à des expériences enrichissantes dans les domaines des STGM leur conférera la résilience et la souplesse dont ils auront besoin pour réussir dans un futur marché du travail en rapide évolution et difficilement prévisible. Les constats du rapport ont également souligné le défi croissant auquel nous sommes confrontés dans notre mission d'aider les jeunes Canadiens à développer leurs compétences fondamentales en STGM, en particulier pour ceux qui demeurent sous-représentés dans les domaines des STGM. Le plaidoyer du rapport pour un investissement dans les modèles fondés sur des données probantes, comme celui d'Actua, a mis en valeur et en relief notre travail. Pour terminer, le fait de citer Actua comme exemple d'une pratique prometteuse a donné de la crédibilité à ses travaux et a rattaché ses résultats de façon plus formelle à un rapport de recherche d'envergure mondiale [traduction]. »

› **Jennifer Flanagan,** présidente-directrice générale d'Actua, à propos du rapport *Assemblage requis : Compétences en STGM et productivité économique au Canada* (2015)

« Je tiens à féliciter le CAC d'avoir produit un rapport aussi exhaustif qu'excellent sur l'état des connaissances entourant l'accès en temps opportun aux données sur la santé et sur les conditions sociales. Il a fourni aux IRSC des renseignements probants pertinents sur lesquels ils pourront s'appuyer pour orienter leurs politiques et programmes actuels et futurs. En particulier, le rapport du CAC a constitué une ressource utile pour la création de la Carte des ressources de renseignement des IRSC et de leur Cadre des données de santé et de recherche en santé. Les objectifs et les mesures établis dans ce Cadre visent à pallier les lacunes relevées dans le rapport du CAC. Il sert également de référence pour l'examen des initiatives des IRSC liées à la gestion des données et de la Déclaration de principes des trois organismes sur la gestion des données numériques. Merci encore pour votre travail [traduction]. »

› **Jane E. Aubin,** Ph. D., chef des affaires scientifiques et vice-présidente à la recherche, à l'application des connaissances et à l'éthique, Instituts de recherche en santé du Canada, sur le rapport *L'accès aux données sur la santé et aux données connexes au Canada* (2015)

UNE **DEMANDE CROISSANTE** POUR DES **POLITIQUES** FONDÉES SUR **DES DONNÉES PROBANTES**

Il ne fait guère de doute que l'histoire canadienne traverse une période charnière en science, en politique, en recherche et en innovation. Au cours de la dernière décennie, le CAC s'est mérité un respect considérable pour la grande qualité des rapports qu'il publie et pour les questions politiques importantes qu'il traite. Nous prévoyons que la demande ne fera que s'accroître pour des données, des renseignements, des preuves et des conseils qui peuvent contribuer à répondre aux questions complexes et pressantes qui se posent au Canada et aux Canadiens. Ces questions peuvent provenir de tous les ordres de gouvernement, d'organisations sans but lucratif, de fondations ou d'établissements d'enseignement et peuvent imposer différents formats et échéanciers d'évaluation. Il reste encore beaucoup de travail à abattre et le CAC est impatient de contribuer.

ANNEXE I : PROFIL DE L'ORGANISME

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a commencé ses activités en 2005.

ÉVALUATIONS

Les sujets d'évaluation proposés dans le cadre des demandes du gouvernement du Canada sont choisis par le biais d'une procédure de concours pangouvernemental et sont soumis au CAC pour qu'il les examine. Les critères utilisés pour évaluer les propositions d'évaluation sont énumérés ci-dessous. Ces critères sont également préférables pour les évaluations réalisées à la demande du secteur privé, des organisations sans but lucratif, d'autres organisations non gouvernementales et des autorités provinciales et municipales.

Critères du gouvernement :

- La proposition est pertinente pour le programme d'action du ministère ou de l'organisme et du gouvernement.
- Le sujet d'évaluation est abordé à point nommé et le délai d'évaluation correspond aux besoins du ministère ou de l'organisme et du Canada.
- La valeur ajoutée fournie par le CAC est unique.
- Le sujet d'évaluation est une question scientifique qui a fait l'objet d'une concertation entre ministères, organismes et parties prenantes externes.

Critères du CAC :

- Le sujet est important pour le Canada et ses citoyens.
- Les experts en la matière peuvent être réunis et le délai proposé peut être respecté.
- L'état actuel des connaissances mérite d'être évalué.
- La science sous-tend la question et sa réponse.

Critères constituant un atout :

- Le rapport est susceptible d'être largement consulté à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement (c.-à-d. que d'autres ordres de gouvernement ont un intérêt manifeste relativement à l'issue de l'évaluation).
- Le sujet est exclusivement lié à des enjeux canadiens.
- Le sujet correspond à un enjeu international et il est important de procéder maintenant à une évaluation canadienne de la question.

Le conseil des gouverneurs du CAC, avec l'aide du comité consultatif scientifique, veille à l'intégrité du processus d'évaluation. Il approuve formellement les questions à évaluer, la composition des comités d'experts, de même que les processus d'examen des rapports d'évaluation, et la publication des rapports.

Afin de garantir l'indépendance du processus d'évaluation, le commanditaire d'une évaluation donnée ne participe pas à son déroulement, n'a pas droit de regard sur les ébauches des rapports, et ne peut proposer de changements à un rapport avant sa parution. Les rapports d'évaluation font l'objet d'un processus formel d'examen par des pairs pour en garantir la qualité et l'objectivité. C'est au conseil des gouverneurs que revient la responsabilité d'autoriser la publication et la version définitive des rapports d'évaluation; il est conseillé, à cet égard, par le responsable de la supervision de l'examen des rapports, qui s'assure que les membres des comités d'experts ont bel et bien pris en compte les commentaires des examinateurs externes. Les versions définitives de tous les rapports sont publiées dans les deux langues officielles, sur le site Web du CAC, au www.sciencepourlepublic.ca, et peuvent être téléchargées gratuitement, assurant ainsi leur accessibilité publique.

FINANCEMENT

Le CAC a été établi en vertu d'une subvention de 30 millions de dollars sur dix ans accordée par le gouvernement du Canada. Cette subvention de lancement avait pour but de financer le fonctionnement de base du CAC jusqu'au 31 mars 2015. Dans le budget fédéral déposé en avril 2015, cet engagement a été renouvelé par le biais d'une dotation additionnelle de 15 million de dollars sur cinq ans. Les

conditions d'utilisation de ces fonds octroyés par le gouvernement ont été définies dans une entente formelle de financement conclue entre le CAC et le gouvernement du Canada, représenté par le ministre de l'Innovation, Science et Développement économique. Le CAC réalise aussi des évaluations en dehors du cadre de l'entente qui le lie au gouvernement fédéral. Ces évaluations sont proposées au CAC par des organisations non gouvernementales, des organisations à but non lucratif, le secteur privé ou des autorités provinciales et municipales.

STRUCTURE ET DIRECTION

Le CAC est dirigé par un conseil des gouverneurs composé de 12 membres, à qui revient la responsabilité de définir l'orientation stratégique de l'organisme, de s'assurer que le CAC réalise son mandat et de superviser son fonctionnement.

Les académies qui sont les membres fondateurs du CAC nomment deux gouverneurs chacune. Ces six gouverneurs nomment à leur tour deux gouverneurs supplémentaires issus du grand public. Les quatre autres gouverneurs sont proposés pour le conseil des gouverneurs par le ministre de l'Industrie, des Sciences et du Développement économique et sont officiellement nommés par les membres au cours de l'Assemblée générale annuelle.

Le conseil des gouverneurs s'appuie, dans sa gestion du CAC, sur quatre comités :

- le comité de direction
- le comité de vérification, des finances et du risque
- le comité des nominations et de la gestion
- le comité des ressources humaines et de la rémunération

Le CAC s'appuie, dans son travail, sur un comité consultatif scientifique dont les membres sont nommés par le conseil des gouverneurs. Ce comité conseille le CAC sur le contenu et les procédures qui sous-tendent la réalisation d'évaluations expertes, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- le choix de sujets pouvant éventuellement faire l'objet d'évaluations;
- la pertinence des sujets proposés au CAC en vue d'une évaluation d'experts;
- le mandat des comités d'experts indépendants qui effectuent les évaluations;
- la composition potentielle des comités d'experts;
- le processus d'examen par des pairs des ébauches de rapports d'évaluation.

Les activités quotidiennes du CAC sont menées par un groupe d'employés restreint, sous la direction d'une présidente-directrice générale à temps plein. Le personnel du CAC offre son soutien aux comités d'experts sur le plan de la recherche et de la rédaction des rapports, de même que sur celui de la logistique de production des évaluations. Il offre également son soutien au comité consultatif scientifique, en particulier en ce qui a trait à l'analyse des sujets d'évaluation proposés, à la composition des comités d'experts et aux processus d'examen des rapports. La liste des membres du conseil des gouverneurs, du comité consultatif scientifique et du personnel est présentée à l'annexe II.

ÉNONCÉ DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'énoncé de politique d'investissement a été officiellement approuvé par le conseil des gouverneurs et peut être consulté sur le site Web du CAC.

ÉTATS FINANCIERS : EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 MARS 2016

Le CAC a retenu les services du cabinet Parker Prins Lebano, d'Ottawa, pour vérifier ses états financiers pour l'exercice financier 2015-2016. Les états financiers du CAC pour l'exercice 2015-2016 sont présentés à l'annexe III. Parker Prins Lebano, un cabinet de vérification indépendant, a écrit au CAC le 3 juin 2016 concernant les dépenses admissibles, confirmant que, selon eux, toutes les dépenses pour lesquelles le financement lié à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral étaient effectivement admissibles.

RESSOURCES HUMAINES

Le CAC aborde la question des ressources humaines conformément aux valeurs définies dans son plan stratégique : l'excellence, l'indépendance, l'intégrité, la collaboration et l'innovation.

ANNEXE II : CONSEIL DES GOUVERNEURS, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL

CONSEIL DES GOUVERNEURS

(en date du 31 mars 2016)

Margaret Bloodworth, C.M., présidente
Ancienne sous-ministre au fédéral et conseillère nationale pour la sécurité (Ottawa, Ont.)

Graham Bell, MSRC*
Directeur de recherche, professeur titulaire de la chaire James McGill, Département de biologie, Université McGill (Montréal, Qc)

John Cairns, MACSS*
Professeur de médecine, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Henry Friesen, C.C., MSRC, MACSS
Professeur émérite distingué et membre principal du Centre pour le progrès de la médecine, Faculté de médecine, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Carol P. Herbert, MACSS
Professeure émérite, Médecine familiale, Université Western; présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (London, Ont.)

Claude Jean
Premier vice-président et directeur général, Teledyne DALSA, Semiconducteur (Bromont, Qc)

Maryse Lassonde, O.C., O.Q., MSRC, MACSS**
Directrice scientifique, Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies; présidente, Société royale du Canada (Montréal, Qc)

Peter MacKinnon, O.C.
Président par intérim, Université Athabasca (Athabasca, Alb.); ancien président et vice-recteur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Richard J. Marceau, FACG***
Vice-président (recherche), Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L)

Jeremy McNeil, MSRC
Professeur Helen Battle d'écologie chimique, Département de biologie, Université Western (London, Ont.)

Axel Meisen, C.M., FACG
Ancien président, Prévision, Alberta Innovates – Technology Futures (AITF) (Edmonton, Alb.)

Lydia Miljan
Professeure est agrégée en sciences politiques et directrice du programme des arts et des sciences, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

Ted Morton
Chercheur principal, École des politiques publiques; professeur de sciences politiques, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Linda Rabeneck, MACSS**
Vice-présidente, Prévention et lutte contre le cancer, Action cancer Ontario; présidente élue, Académie canadienne des sciences de la santé (Toronto, Ont.)

P. Kim Sturgess, FACG***
Présidente-directrice générale et fondatrice, Alberta WaterSMART (Calgary, Alb.)

*fin du mandat en janvier 2016

**nommée en janvier 2016

***fin du mandat en juillet 2015

****quitté en mars 2016

COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE

(en date du 31 mars 2016)

Susan A. McDaniel, MSRC, présidente
Directrice de l'Institut Prentice; Titulaire de la Chaire de recherche du canada de premier niveau sur la population mondiale et le cours de la vie; titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales; professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.)

Lorne Babiuk, O.C., MSRC, MACSS
Vice-président à la recherche, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Murray S. Campbell**
Premier responsable, Intelligence artificielle et optimisation, Centre de recherche T.J. Watson d'IBM (Yorktown Heights, NY)

Clarissa Desjardins**
Présidente-directrice générale, Clementia Pharmaceuticals inc. (Montréal, Qc)

Chad Gaffield, MSRC*
Professeur d'histoire et titulaire de Chaire de recherche universitaire en version numérique, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Jean Gray, C.M., MACSS
Professeure émérite en enseignement médicale, en médecine et en pharmacologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

John Hepburn, MSRC
Vice-président à la recherche et aux affaires internationales, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Eddy Isaacs, FACG*
Président, Eddy Isaacs, Inc. (Edmonton, Alb.)

Gregory S. Kealey, MSRC
Professeur émérite, Département d'histoire, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Daniel Krewski
Professeur d'épidémiologie et de médecine communautaire, directeur scientifique du Centre R. Samuel McLaughlin d'évaluation du risque sur la santé des populations, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Avrim Lazar**
Expert-conseil indépendant (Ottawa, Ont.)

Stuart MacLeod, MACSS*
Professeur de pédiatrie (émérite), Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); professeur auxiliaire, Département de santé communautaire et d'épidémiologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Norbert R. Morgenstern, C.M., MSRC, FAGC
Professeur émérite, Génie civil, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Sarah P. Otto, MSRC
Professeure et directrice du Centre de recherche sur la biodiversité, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Eliot A. Philipson, O.C., MACSS*
Professeur émérite de médecine Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.); ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

*nommé en décembre 2015

**fin du mandat en décembre 2015

PERSONNEL DU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS*
Président-directeur général

Janet W. Bax, M.A.
Présidente par intérim

Jennifer Bassett, Ph. D.
Associée de recherche

Laura Bennett, M.A.
Associée de recherche

Dane Berry, MPP
Directeur adjoint de projet

Anna Buczek, B. Sc.***
Spécialiste, liaison et communications

Tom Bursey, MBA, FCPA, FCMA, IAS.S
Vice-président, services d'entreprise et directeur financier

Rebecca Chapman, Ph. D.***
Associée de recherche

Tijs Creutzberg, Ph. D.
Directeur des évaluations

Kristen Cucan, B.A.**
Coordonnatrice de projet

Marc Dufresne, M.Sc.
Spécialiste principal, publications bilingues

Matthew Falconer, M.A.
Assistant, communications

Andrea Hopkins, M.A.
Coordonnatrice de projet

Suzanne Loney, M.A.
Associée de recherche

Kelly Loverock, M.A.***
Spécialiste, site Web et communications

Cate Meechan, B.A.**
Directrice des ommunications

Emmanuel Mongin, Ph. D.
Directeur de projet

Nancy Neil, BGS
Gestionnaire des activités du bureau et adjointe administrative au président

Samantha Rae Ayoub, M.A.
Directrice des communications et des publications

Joe Rowsell, M.Ph.
Associé de recherche

Christina Stachulak, M.Sc.
Conseillère principale du président

Andrew Taylor, M.A.***
Directeur de projet

Weronika Zych, M. Sc. (Soc.)
Coordonnatrice de projet

Échelles de rémunération – Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2016, la rémunération s'est située dans les échelles salariales suivantes : gestionnaires du CAC (dirigeants) – président-directeur général [206 908 à 309 575 $] et vice-président et directeur financier [131 296 à 196 444 $].

*joint le CAC en février 2016

**quittée le CAC pendant l'exercice financier 2015-2016

***congé parental pendant l'exercice financier 2015-2016

ANNEXE III :
ÉTATS FINANCIERS

31 MARS, 2016

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS 32

ÉTATS FINANCIERS :

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 33

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS 34

ÉTAT DE L'EXPLOITATION 35

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE 36

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 37

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration,

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états de l'évolution des actifs nets, de l'exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies importantes, que celles-ci découlent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisation portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES au 31 mars 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif.

Parker Prins Lebano Comptables professionnelle agréés-Société professionnelle

Autorisée à exercer l'expertise comptable par l'organisation Comptables professionnels agréés de l'Ontario

Ottawa, Canada
Le 3 juin, 2016

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2016

ACTIFS		2016		2015
À COURT TERME				
Encaisse	$	–	$	1 048 499
Comptes débiteurs (note 6)		426 416		375 060
Frais payés d'avance (note 7)		17 651		25 262
		444 067		1 448 821
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE - ENCAISSE (note 10)		971 088		508 362
IMMOBILISATIONS (note 4)		150 158		85 311
	$	1 565 313	$	2 042 494

PASSIF				
À COURT TERME				
Dette bancaire	$	67 072	$	–
Comptes créditeurs		118 597		170 272
Revenu reportées		235 795		190 072
Contributions de subvention reportées (notes 5 and 9)		172 761		1 173 788
		594 225		1 534 132
ACTIFS NETS				
Actifs net sans restrictions		(150 159)		(85 312)
Actifs nets investi dans les immobilisations		150 159		85 312
Fonds de rémunération différée (note 10)		971 088		508 362
		971 088		508 362
	$	1 565 313	$	2 042 494

Au nom du conseil :

Carol P. Herbert
Directrice

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2016

ACTIFS NETS SANS RESTRICTIONS		2016		2015
Solde, au début de l'exercice	**$**	**(85 312)**	$	(128 129)
Excédent des revenus sur les dépenses		**–**		–
Ajouter : l'amortissement		**69 985**		49 761
Moins : le montant investi dans les immobilisations		**(134 832)**		(6 944)
Reconnaissance des apports reportés		**462 726**		508 362
Affectation à fonds de rémunération différée		**(462 726)**		(508 362)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**(150 159)**	$	(85 312)
ACTIFS NETS INVESTI DANS LES IMMOBILISATIONS				
Solde, au début de l'exercice	**$**	**85 312**	$	128 129
Investi pendant l'exercice		**134 832**		6 944
Moins : l'amortissement		**(69 985)**		(49 761)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**150 159**	$	85 312
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE				
Solde, au début de l'exercice	**$**	**508 362**	$	–
Affectation à apports reportés		**462 726**		508 362
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**971 088**	$	508 362

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2016

REVENUS		2016		2015
Revenu de placement	$	2 126	$	21 076
Ajouter : subvention		2 538 301		4 729 185
Revenus d'autres sources		726 085		237 590
		3 266 512		4 987 851
DÉPENSES				
Amortissement	$	69 985	$	49 761
Consultants d'évaluation		13 305		90 969
Opérations centrales		254 375		227 570
Gouvernance		57 185		58 536
Consultants en placement		5 424		14 836
Réunions des panélistes		148 556		509 315
Publications		181 518		755 922
Charges locatives		281 495		368 489
Salaires et avantages		2 131 748		2 898 163
Autres activités		122 921		14 290
		3 266 512		4 987 851
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	$	–	$	–

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2016

		2016		2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	**$**	**–**	$	–
Éléments n'exigeant pas de mise de fonds :				
Amortissement		**69 985**		49 761
Profit latent sur les placements		**–**		(81 860)
Affectation à fonds de rémunération différée		**462 726**		508 362
		532 711		(476 263)
Changement net aux postes hors caisse liés aux opérations :				
Comptes débiteurs		**(51 356)**		(124 695)
Frais payés d'avance		**7 611**		11 831
Comptes créditeurs		**(51 675)**		(41 365)
Revenu reportées		**45 723**		190 072
Contributions reportées		**(1 001 027)**		(5 237 547)
		(518 013)		(4 725 441)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT				
Achat d'immobilisations		**(134 832)**		(6 944)
Rachat de placements		**–**		5 829 487
		(134 832)		5 822 543
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE		**(652 845)**		1 097 102
ENCAISSE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE		**1 556 861**		459 759
ENCAISSE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**904 016**	$	1 556 861
L'ENCAISSE COMPREND CE QUI SUIT :				
Fonds de rémunération différée – encaisse	**$**	**971 088**	$	508 362
(Dette bancaire) encaisse		**(67 072)**		1 048 499
	$	**904 016**	$	1 556 861

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2016

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme sans but lucratif qui a été constitué en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en avril 2002 et qui a entrepris ses activités en 2005.

Ses principaux buts sont de fournir une source d'évaluations d'experts et de conseils fondés sur les preuves scientifiques appropriées au sujet de questions d'intérêt public et de donner à la population canadienne une voix sur la scène scientifique nationale et internationale.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif et ils témoignent des politiques suivantes :

IMMOBILISATIONS

Dans le cas des biens immobilisés comprenant les meubles et accessoires, le matériel informatique, le logiciel et les améliorations locales, c'est le prix coûtant qui est indiqué.

L'amortissement a été calculé comme suit selon la méthode de l'amortissement dégressif ou en ligne droite, la moitié de l'amortissement étant imputé à l'année d'acquisition :

Meubles et accessoires	30 % par année
Ordinateurs et logiciel	45 % par année
Améliorations locatives	10 ans

COMPTABILISATION DES REVENUS

L'organisation suit la méthode du report de l'impôt sur les contributions. Les contributions affectées sont reconnues en tant que revenus pour l'année au cours de laquelle les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont reconnues en tant que revenus à leur réception ou lorsqu'elles deviennent exigibles si le montant exigible peut être prévu raisonnablement et que sa réception est raisonnablement assurée.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers présentés au sien de l'état de la situation financière se composent de l'encaisse, des placements, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs. Le Conseil ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers pour des fins spéculatives et ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers dérivés.

4. IMMOBILISATIONS

		COÛT		AMORTISSEMENT CUMULÉ		**2016 VALEUR NETTE**		2015 VALEUR NETTE
Meubles et accessoires	$	385 976	$	356 899	**$**	**29 077**	$	29 478
Ordinateurs et logiciel		516 403		396 323		**120 080**		44 213
Améliorations locatives		97 701		96 700		**1 001**		11 620
	$	1 000 080	$	849 922	**$**	**150 158**	$	85 311

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

5. CONTRIBUTIONS DE SUBVENTION REPORTÉES

La partie des revenus de subvention et des produits de l'intérêt reçus qui dépasse le montant des dépenses est reportée afin de compenser les dépenses des années futures.

6. COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs comprennent 336 756 $ de comptes clients et 89,660 $ de TPS à recevoir pour un total de 426 416 $.

7. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

Les frais payés d'avance consistent en dépôts d'hôtel de 13 500 $, assurance de responsabilité de 2 863 $, frais d'affranchissement de 32 $, 679 $ de frais trimestriels de location de photocopieur payés d'avance, et un police d'assurance commerciale de 577 $ pour un total de 17 651 $.

8. ENGAGEMENTS

L'organisation a signé un bail à l'égard d'une période de quatre années commençant le 1er février 2016 et des contrats à l'égard du matériel de bureau. Les paiements annuels pour les cinq prochaines années seront les suivants :

A/F 2017	188 584 $
A/F 2018	170 809 $
A/F 2019	153 035 $
A/F 2020	153 035 $
A/F 2021	3 919 $

9. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

En mars 2006, le Conseil a reçu une subvention de fondation d'un montant de 30 000 000 $. Celle-ci était destinée à aider aux activités de base du Conseil pour 10 ans. Le reste des fonds du Conseil peut être utilisé au gré du Conseil. Le Conseil a reçu 15 millions de dollars supplémentaires pour une période de cinq ans commençant en 2015-2016 avec le mandat de les utiliser de la manière prévue dans l'entente de financement.

10. FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE

La dernière année de l'entente de financement initiale a commencé au cours de l'année financière 2014-2015. La direction du Conseil a collaboré étroitement avec son conseil des gouverneurs pour voir à ce que le Conseil et ses gouverneurs n'aient pas de dette non provisionnée. Grâce à l'aide et aux efforts diligents de la présidente du conseil des gouverneurs, un fonds restreint à une affectation interne a été créé pour réserver des fonds aux éventuelles dettes non provisionnées. La direction du Conseil entend gérer les risques connexes dans le futur en étroite collaboration avec les comités de vérification, des finances et des risques.

Les sommes réservées à l'interne à la capitalisation du fonds de rémunération différée ont été jugées à long terme en raison du moment prévu de l'utilisation de ces sommes.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs ont été regroupés en conformité avec la présentation de l'année courante.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

Conseil des académies canadiennes
180, rue Elgin, bureau 1401
Ottawa (Ontatio) K2P 2K3
Tél. : 613 567-5000
www.sciencepourlepublic.ca